

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 83 — 1796

5 OCTOBRE 1983. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 décembre 1938 portant règlement de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 décembre 1938 relative à la création d'un Office national des débouchés agricoles et horticoles, modifiée par l'arrêté royal du 12 septembre 1955 et la loi du 11 avril 1983;

Vu l'arrêté royal du 27 décembre 1938 portant règlement de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles, modifié par les arrêtés royaux des 3 octobre 1955, 30 octobre 1975, 20 juillet 1977, 13 avril 1978, 9 mai 1980 et 31 août 1983;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que le règlement de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles doit être adapté sans retard aux dispositions de la loi du 11 avril 1983, modifiant la loi du 27 décembre 1938 relative à la création d'un Office national des débouchés agricoles et horticoles, afin de ne pas mettre en péril la continuité du fonctionnement de cet organisme;

Sur la proposition de Notre Ministre des Relations extérieures et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 2, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 27 décembre 1938 portant règlement de l'Office national des débouchés agricoles et horticoles, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. L'Office a pour mission, dans le cadre général de la politique du Ministre de l'Agriculture, de promouvoir le développement des débouchés intérieurs et extérieurs des produits agricoles, horticoles et de la pêche maritime. »

Art. 2. L'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 9 mai 1980, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. Une ou plusieurs commissions consultatives peuvent être constituées au sein de l'Office. Le Ministre de l'Agriculture fixe la composition et les attributions de ces commissions et désigne les membres. L'Office assure le secrétariat des commissions. Dans le cadre de la promotion des produits agricoles, horticoles et de la pêche maritime, des sections consultatives sont créées au sein de l'Office. Le Ministre de l'Agriculture fixe la composition et les attributions de ces sections et désigne les membres. L'Office assure le secrétariat des commissions. »

Art. 3. L'article 4, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. L'Office est dirigé par un directeur général, assisté d'un directeur général adjoint, nommés et révoqués par Nous. »

Art. 4. L'article 5, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 30 octobre 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Le Conseil d'administration est composé d'un président, d'un vice-président et de vingt et un membres, de nationalité belge, choisis parmi les représentants qualifiés de la production, de la transformation, du commerce et des pouvoirs publics. »

Les représentants des organisations agricoles à but général, des coopératives des secteurs agricoles et horticoles et ceux de la pêche maritime disposent de la majorité des voix. »

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 83 — 1796

5 OKTOBER 1983. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 december 1938 houdende reglement van de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwproducten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen, die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 december 1938 betreffende de oprichting van een Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwproducten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 12 september 1955, en bij de wet van 11 april 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 december 1938 houdende reglement van de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwproducten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 oktober 1955, 30 oktober 1975, 20 juli 1977, 13 april 1978, 9 mei 1980 en 31 augustus 1983;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het reglement van de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwproducten onverwijld dient aangepast te worden aan de bepalingen van de wet van 11 april 1983 tot wijziging van de wet van 27 december 1938, betreffende de oprichting van een Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwproducten ten einde de continuïteit van de werking van deze instelling niet in het gedrang te brengen;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen en van Onze Staatssecretaris voor Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 27 december 1938 houdende reglement van de Nationale Dienst voor de afzet van land- en tuinbouwproducten, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 2. De dienst heeft tot taak, binnen het kader van het beleid van de Minister van Landbouw, de binnen- en buitenlandse afzet van de landbouw, tuinbouw- en zeevisserijproducten te bevorderen. »

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 9 mei 1980, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. Een of meer commissies van advies kunnen in de schoot van de Dienst worden opgericht. De Minister van Landbouw bepaalt de samenstelling en de bevoegdheden van de Commissies en benoemt de leden. De Dienst neemt het secretariaat van de Commissies waar. »

In het kader van de promotie van landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten worden in de schoot van de Dienst consultatieve afdelingen opgericht. De Minister van Landbouw bepaalt de samenstelling en de bevoegdheden van deze afdelingen en benoemt de leden. De Dienst neemt het secretariaat van de afdelingen waar. »

Art. 3. Artikel 4, derde lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 4. De Dienst wordt bestuurd door een directeur-generaal, bijgestaan door een adjunct-directeur-generaal, beiden door Ons benoemd en afgezet. »

Art. 3. Artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 oktober 1975, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 5. De Raad van beheer bestaat uit een voorzitter, een ondervoorzitter en eenentwintig leden van Belgische nationaliteit, gekozen onder de bevoegde vertegenwoordigers van de productie, de verwerking, de handel en de overheid. »

De vertegenwoordigers van de algemene landbouworganisaties, van de coöperatieve verenigingen uit de landbouw- en tuinbouwsector en die van de zeevisserij beschikken over de meerderheid van de stemmen. »

Art. 5. L'article 6, alinéa 1er, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. Le Conseil d'administration se réunit sur convocation de son président, aussi souvent que la gestion de l'Office l'exige et au moins une fois par mois. Il doit aussi être réuni chaque fois que quatre de ses membres ou le Ministre de l'Agriculture le demandent. »

Art. 6. L'article 10 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« Article 10. Le Conseil soumet annuellement un projet de programme général à l'approbation du Ministre de l'Agriculture. Le Ministre détermine les modalités de l'introduction et de l'approbation du projet de programme général. »

Art. 7. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 11. Les fonctions de membre du conseil d'administration, du comité permanent, des commissions consultatives et des sections consultatives sont gratuites.

Il pourra toutefois être alloué aux membres du conseil d'administration et du comité permanent des jetons de présence et des indemnités pour frais de parcours et de séjour, dont le montant sera fixé par le Ministre de l'Agriculture. »

Art. 8. Dans l'article 13, alinéa 1er, du même arrêté, le mot « directeur » est remplacé par le mot « directeur-général ».

Art. 9. L'intitulé de la subdivision II.c du même arrêté, est remplacé par l'intitulé suivant :

« c. Du directeur général et du personnel de l'Office. »

Art. 10. Dans l'article 16, alinéa 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 9 mai 1980, le mot « directeur » est remplacé par le mot « directeur général ».

Art. 11. Dans l'article 16, dernier alinéa, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 avril 1978, le mot « directeur » est remplacé par le mot « directeur général ».

Art. 12. L'article 22 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 22. Le montant et les conditions d'allocation des primes, gratifications ou subsides alloués sur le fonds de l'Office et destinés à promouvoir le développement des débouchés des produits agricoles, horticoles et de la pêche maritime, sont fixés par le Ministre de l'Agriculture, sur proposition du Conseil d'administration. »

Art. 13. Dans l'article 26, alinéa 2, du même arrêté, le mot « directeur » est remplacé par le mot « directeur général ».

Art. 14. Un article 26bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Article 26bis. Après déduction des frais d'encaissement, les recettes de la cotisation obligatoire par produit ou par groupe de produits, tels qu'ils sont groupés au sein des sections consultatives sont comptabilisées séparément par section et sont destinées à la promotion des débouchés des produits de la section conformément au programme général annuel. »

Art. 15. L'article 27 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1977, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 27. Les excédents annuels des recettes sur les dépenses l'Office sont, lorsqu'il s'agit d'excédents des recettes destinées à la promotion des produits agricoles, horticoles et de la pêche maritime, versés à un fonds de réserve. Les revenus des cotisations obligatoires par section sont comptabilisés séparément au fonds de réserve.

Un fonds d'exploitation, reprenant le montant du fonds de réserve antérieur, est également constitué. Ce fonds d'exploitation continue à être alimenté par la dotation du Ministère de l'Agriculture, destinée à couvrir les frais de fonctionnement de l'Office, il ne peut toutefois pas dépasser 20 p.c. des dépenses de fonctionnement prévues au budget ordinaire de l'Office pour l'année suivante. Les fonds excédentaires sont versés au Trésor. »

Art. 5. Artikel 6, eerste lid, van het zelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 6. De Raad van Beheer vergadert op uitnodiging door zijn voorzitter, zo dikwijls als het beheer van de Dienst het vereist en ten minste eens per maand. Hij moet ook vergaderen, telkens wanneer vier leden of de Minister van Landbouw het vragen. »

Art. 6. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Artikel 10. De Raad legt jaarlijks een ontwerp van algemeen programma voor aan de goedkeuring van de Minister van Landbouw. De Minister bepaalt de modaliteiten betreffende het indienen en goedkeuren van het ontwerp van algemeen programma. »

Art. 7. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 11. De functie van lid van de raad van beheer, van het bestendig comité, van de commissies van advies en van de consultatieve afdelingen wordt niet vergoed.

Toch kunnen aan de leden van de raad van beheer en van het bestendig comité zitpenningen en vergoedingen voor reis- en verblijfkosten worden toegekend, waarvan het bedrag wordt vastgesteld door de Minister van Landbouw. »

Art. 8. In artikel 13, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt het woord « directeur » vervangen door het woord « directeur-generaal ».

Art. 9. Het opschrift van de onderverdeling II. c van hetzelfde besluit, wordt vervangen door het volgende opschrift :

« c. — De directeur-generaal en het personeel van de Dienst. »

Art. 10. In artikel 16, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 9 mei 1980, wordt het woord « directeur » vervangen door het woord « directeur-generaal ».

Art. 11. In artikel 16, laatste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 13 april 1978, wordt het woord « directeur » vervangen door het woord « directeur-generaal ».

Art. 12. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 22. Het bedrag en de voorwaarden tot toekenning der premies, beloningen of toelagen, verleend op de gelden van de Dienst teneinde de afzet van land-, tuinbouw- en zeevisscherijproducten te bevorderen, worden vastgesteld door de Minister van Landbouw, op voorstel van de raad van beheer. »

Art. 13. In artikel 26, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt het woord « directeur » vervangen door het woord « directeur-generaal ».

Art. 14. Een artikel 26bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Artikel 26bis. De opbrengst van de verplichte bijdragen geïnd per produkt of per groep van produkten, zoals ze gebundeld zijn in de schoot van de consultatieve afdelingen, wordt, na aftrek van de inningskosten, afzonderlijk geboekt per afdeling en is bestemd voor de bevordering van de afzet van de produkten van de afdeling op de wijze vastgelegd in het jaarlijkse algemeen programma. »

Art. 15. Artikel 27 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 20 juli 1977, wordt vervangen door de volgende bepaling.

« Artikel 27. De jaarlijkse overschotten van de ontvangsten op de uitgaven van de Dienst worden gestort in een reservefonds, indien het overschotten van de ontvangsten bestemd voor de promotie van landbouw-, tuinbouw- en zeevisscherijproducten, betreft. De opbrengst van de verplichte bijdragen per afdeling wordt afzonderling geboekt in het reservefonds.

Er wordt tevens een bedrijfsfonds opgericht dat het bedrag van het vroegere reservefonds overneemt. Dit bedrijfsfonds wordt verder gespijsd door middel van de dotatie van het Ministerie van Landbouw tot dekking van de werkingskosten van de Dienst. Het mag echter niet meer bedragen dan 20 pct. van de werkingsuitgaven voorzien op de gewone begroting van de Dienst voor het volgend jaar. De overblijvende gelden worden in de Schatkist gestort. »

Art. 16. Notre Ministre des Relations extérieures et Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture sont chargés, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 octobre 1983.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,

L. TINDEMANS.

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

P. DE KEERSMAEKER.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES
ET MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 83 — 1797

9 SEPTEMBRE 1983. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 novembre 1971 d'exécution de l'article 4, cinquième alinéa, de la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture, modifiée par l'arrêté royal du 25 février 1974, par la loi du 3 juin 1975 et par l'arrêté royal du 5 août 1980;

Vu l'arrêté royal du 10 novembre 1971 d'exécution de l'article 4, cinquième alinéa, de la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture, notamment l'article 1er, 1^o premier alinéa et 2^o modifié par l'arrêté royal du 10 octobre 1974;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence,

Considérant que le montant de l'indemnité de sortie en cas de concours avec une indemnité d'incapacité de travail doit être adapté sans délai afin d'assurer l'efficacité de la législation favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture;

Sur la proposition de Notre Ministre des Relations extérieures, de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à l'Agriculture et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 1er, 1^o premier alinéa et 2^o de l'arrêté royal du 10 novembre 1971 d'exécution de l'article 4, cinquième alinéa, de la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture, modifié par l'arrêté royal du 10 octobre 1974, la somme, respectivement, le montant maximum de 650 F est remplacé par la somme, respectivement le montant maximum de 975 F.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1981.

Art. 16. Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen en Onze Staatssecretaris voor Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 oktober 1983.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

L. TINDEMANS.

De Staatssecretaris voor Landbouw,

P. DE KEERSMAEKER.

MINISTERIE VAN LANDBOUW,
MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN
EN MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 83 — 1797

9 SEPTEMBER 1983. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 november 1971 tot uitvoering van artikel 4, vijfde lid, van de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 februari 1974, bij de wet van 3 juni 1975 en bij het koninklijk besluit van 5 augustus 1980;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 november 1971 tot uitvoering van artikel 4, vijfde lid, van de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de sanering van de landbouw, en van de tuinbouw, inzonderheid artikel 1, 1^o, eerste lid, en 2^o gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 oktober 1974;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid,

Overwegende dat het bedrag van de uitredingsvergoeding in geval van samenloop met een arbeidsongeschiktheidsuitkering onverwijld dient aangepast te worden ten einde de doelmatigheid van de wetgeving tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw te verzekeren;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse betrekkingen, van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Landbouw en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1, 1^o eerste lid, en 2^o van het koninklijk besluit van 10 november 1971 tot uitvoering van artikel 4, vijfde lid, van de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 10 oktober 1974, wordt de som, respectievelijk, het maximumbedrag van 650 F, vervangen door de som, respectievelijk, het maximumbedrag van 975 F.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1981.